



Infomat

N° 11-002-XPF au catalogue (English 11-002-XPE) ISSN 0380 9537

Revue hebdomadaire

Le vendredi 10 juillet 1998

APERÇU

◆ Le produit intérieur brut bouge à peine

L'activité économique a très légèrement reculé en avril après une forte reprise en février et en mars.

◆ Les entreprises intensifient leurs efforts en vue de l'an 2000

Les entreprises canadiennes intensifient leurs efforts afin d'éviter le problème du bogue informatique prévu le 1^{er} janvier 2000.

◆ Programmeur en informatique : une profession citadine

Les emplois de programmeurs en informatique sont surtout concentrés dans les régions métropolitaines.

◆ Les Canadiens voyagent au pays et dépensent plus

Les dépenses des Canadiens sont redevenues la principale source de croissance des dépenses touristiques au Canada au premier trimestre de 1998.

◆ La composante industrielle échappe à la baisse des projets de construction

Mis à part la composante industrielle, toutes les autres ont accusé un recul des intentions de construction en mai.

◆ La baisse à long terme de l'hospitalisation se poursuit

Le taux d'hospitalisation des Canadiens a été le plus faible jamais enregistré en 1995-1996.

◆ L'Indice de l'offre d'emploi ne varie pas

En juin, l'Indice de l'offre d'emploi est demeuré inchangé par rapport à mai et se situait à son plus haut niveau depuis octobre 1990.

Le produit intérieur brut bouge à peine

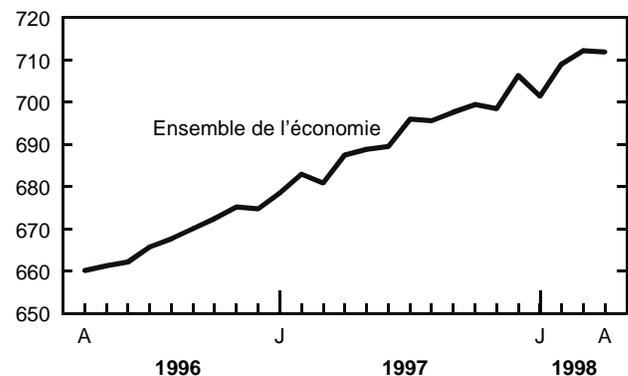
L'activité économique a très légèrement reculé en avril après une forte reprise en février et en mars. La production manufacturière a diminué le plus (-0,7 %) en raison surtout d'un repli dans le secteur de l'automobile. Les services aux entreprises ont décliné pour la première fois en deux ans, mais la baisse a été modérée, tout comme dans les secteurs du transport, de l'exploitation forestière et des mines. Le secteur de la construction et le commerce de gros ont piétiné, tandis que le commerce de détail, les banques et les services de fonds communs de placement ont maintenu leur avance.

Dans le secteur manufacturier, les fabricants d'automobiles et de pièces ont réduit leur production; les fabricants de métaux primaires, de machinerie et de produits chimiques ont fait de même. La baisse d'ensemble est survenue malgré le rebond observé chez les fabricants d'aliments et la bonne performance des fabricants de matériel de télécommunications. On a enregistré des diminutions dans 12 des 22 grands groupes d'industries.

La baisse de la production chez les fabricants d'automobiles et de pièces est la conséquence de fermetures liées à un surplus de stocks de certains modèles et à une pénurie de pièces ayant ralenti la production d'autres modèles. Les exportations d'automobiles ont également diminué en avril, en partie à cause d'un manque de

Produit intérieur brut réel au coût des facteurs

Milliards de dollars de 1992



(suite à la page 2)



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

... Le produit intérieur brut bouge à peine

wagons nécessaires à leur transport. L'activité dans le secteur du transport a fléchi de 0,5 % au cours du mois, non seulement en raison du manque de wagons, mais également à cause d'une réduction des chargements ferroviaires d'automobiles et de charbon.

Le recul de la production de métaux primaires a été le deuxième en quatre mois. Des fermetures d'usines sont à l'origine de la baisse. La production d'acier est demeurée stable depuis quelques mois, après avoir progressé de façon importante dans la seconde moitié de 1997. La chute de la production chez les fabricants de machinerie, la cinquième en six mois, a accentué la tendance à la baisse qui s'annonce après 18 mois de forte croissance.

Le premier déclin (- 0,7 %) en deux ans dans les services aux entreprises a été généralisé. La baisse la plus marquée a été observée chez les fournisseurs de services informatiques et de services commerciaux divers. On a aussi noté un ralentissement de l'activité économique dans le cas des architectes, des ingénieurs et des services scientifiques et de comptabilité.

La production plus faible dans le secteur minier est attribuable aux bouleversements économiques en Asie. Pour une troisième fois en quatre mois, la production dans ce secteur est en baisse (- 0,4 % en avril). La réduction de la demande de charbon et de nouvelles coupures dans les opérations de forage ont annulé les rebonds dans les mines de métaux et de minerais non métalliques — la production d'or s'est accrue après avoir chuté pendant cinq mois. La majeure partie du charbon canadien est exportée au Japon, et le mois d'avril a marqué le début d'un nouveau contrat de plusieurs années avec le Japon qui laisse entrevoir une diminution des livraisons au cours des prochaines années.

Note aux lecteurs

Le produit intérieur brut (PIB) d'un secteur d'activité économique est la valeur ajoutée par la main-d'œuvre et le capital dans la transformation des intrants achetés auprès d'autres secteurs pour produire des biens et des services. Le PIB mensuel par secteur d'activité est évalué aux prix de 1992. Toutes les estimations sont désaisonnalisées aux taux annuels.

Malgré la faiblesse des indicateurs de base dans le secteur pétrolier (bas prix et stocks élevés), la production est demeurée stable au cours des derniers mois. Cependant, le forage a diminué considérablement en avril, le nombre de jours d'exploitation des plates-formes de forage ayant chuté à son plus bas niveau en près d'un an. De plus, les budgets d'exploration ont été réduits.

La production d'électricité a à peine augmenté et est demeurée bien au-dessous des normes saisonnières, situation attribuable au temps très doux observé dans les principaux marchés.

Données stockées dans CANSIM : matrices 4677 à 4681.

*Le numéro d'avril 1998 de **Produit intérieur brut par industrie** (15-001-XPB, 15 \$ / 145 \$) paraîtra en juillet. Pour plus de renseignements, communiquez avec Richard Evans au (613) 951-9145 (courrier électronique : evanric@statcan.ca), Division des mesures et de l'analyse des industries. Pour l'achat de données, communiquez avec Kim Lauzon au (613) 951-9417 (courrier électronique : lauzonk@statcan.ca). (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)*

Les entreprises intensifient leurs efforts en vue de l'an 2000

Les entreprises canadiennes intensifient leurs efforts afin d'éviter le problème du bogue informatique prévu le 1^{er} janvier 2000. En mai, presque toutes les entreprises (99 %) ont déclaré être au courant de ce qu'il convient d'appeler le « bogue du millénaire », et plus des deux tiers (70 %) ont mentionné qu'elles ont pris des mesures en vue de préparer leurs systèmes en conséquence. Les résultats d'octobre dernier révélaient que moins de la moitié des entreprises (45 %) avaient pris des mesures et qu'environ 1 entreprise sur 10 ne savait même pas en quoi consistait le problème. La proportion des grandes entreprises (plus de 250 employés) qui ont commencé à prendre des mesures est demeurée presque inchangée, passant de 93 % en octobre à 94 % en mai.

La situation s'est surtout améliorée chez les petites entreprises (de 6 à 50 employés), où la proportion totale d'entreprises qui ont pris des mesures est passée de 39 % à 66 %, et chez les entreprises de taille moyenne (de 51 à 250 employés), où la proportion est passée de 70 % à 94 %. Environ 12 % des gestionnaires de petites entreprises n'avaient pas encore pris de mesures étant donné qu'ils avaient très peu recours aux systèmes informatiques. Un autre 6 % de gestionnaires ont mentionné qu'ils ne s'inquiétaient pas encore ou qu'ils prévoyaient s'occuper du problème plus tard. Seulement 3 % des gestionnaires des petites entreprises ont signalé que leur inaction s'expliquait surtout du fait qu'ils ne savaient pas

Note aux lecteurs

Le présent article résume les résultats de l'Enquête de suivi sur la préparation des entreprises à l'an 2000 qui a été menée en mai. L'enquête initiale a, quant à elle, été menée en octobre 1997. Les deux enquêtes sont représentatives de toutes les entreprises comptant plus de cinq employés, à l'exception des bureaux gouvernementaux et des établissements de santé et d'enseignement. Quelque 2 700 entreprises ont participé à l'enquête de suivi.

comment aborder le problème ou qu'ils ne disposaient pas des ressources pour s'en occuper.

Les petites entreprises disaient plus souvent être prêtes que les grandes entreprises. En mai, 32 % des petites entreprises avaient confirmé que leurs systèmes informatiques étaient prêts pour l'an 2000. Cette proportion devrait passer à 42 % d'ici la fin de l'année, puis à 53 % d'ici juillet 1999. Enfin, 58 % des petites entreprises prévoyaient être prêtes à la fin de 1999. À l'opposé, 15 % des grandes entreprises ont signalé en mai qu'elles étaient prêtes pour l'an 2000. Un autre 27 % s'attendaient à l'être dans la deuxième moitié de 1998, environ 34 % dans la première moitié de 1999 et 15 % avant la fin de 1999. Il reste donc 9 % des grandes entreprises qui n'avaient pas encore pris de mesures en mai ou qui en avaient prises, mais qui n'étaient pas en mesure de dire à quel moment elles seraient prêtes.

(suite à la page 3)

... Les entreprises intensifient leurs efforts en vue de l'an 2000

Un plus grand nombre de grandes et de moyennes entreprises semblaient cependant s'attaquer au problème de façon plus systématique. Par exemple, 67 % des grandes entreprises ont indiqué avoir mis en place un plan officiel comportant une approche en plusieurs étapes pour régler le bogue informatique, comparativement à 48 % en octobre. Le fait que le tiers des grandes entreprises ne disposent pas encore d'un plan du genre est une source de préoccupation éventuelle. (Aux fins de l'enquête, un plan officiel doit comporter une évaluation de tous les systèmes informatiques suivie d'étapes de conversion et d'essais.)

La proportion des entreprises ayant pris des mesures pour adapter leurs systèmes a augmenté considérablement entre octobre et mai, et ce dans tous les secteurs d'activité. Ce sont toujours les entreprises du secteur de la finance et des assurances qui se préoccupent le plus du problème de l'an 2000, environ 79 % d'entre elles ayant pris des mesures en mai, comparativement à 66 % six mois plus tôt. Dans le secteur du commerce et des autres services, la proportion des entreprises a augmenté, passant de 42 % à 68 %, alors que cette proportion est passée de 33 % à 58 % dans le secteur primaire (agriculture, pêche, exploitation forestière, exploitation minière, etc.). Sept entreprises sur dix du secteur de la fabrication et de celui des transports, des communications et des services publics ont pris des mesures en vue de se pencher sur le bogue du millénaire.

Un autre problème qui pourrait se poser est qu'une forte proportion d'entreprises — même si elles sont passées à l'action — ont précisé qu'elles ne prévoient pas être prêtes en vue de l'an

2000 avant la fin de juin 1999. La date limite que certaines de ces entreprises ont fixée est peut-être trop optimiste étant donné que les étapes de la préparation et des essais peuvent nécessiter plus de temps que prévu dans des circonstances idéales. Environ 15 % des grandes entreprises s'attendaient à être prêtes au cours de la dernière moitié de 1999, par rapport à 5 % et à 8 % des petites et des moyennes entreprises respectivement.

L'enquête peut également laisser supposer que les entreprises surestiment leur capacité de surmonter le problème de l'an 2000. Premièrement, des contestations judiciaires pourraient découler des problèmes associés à l'an 2000. Même si la plupart des entreprises (74 %) ont répondu qu'elles croyaient que des entreprises pourraient être poursuivies en raison de perturbations nuisant au passage à l'an 2000, seulement 21 % d'entre elles considéraient qu'elles pouvaient être l'objet d'une poursuite. Le degré de sensibilisation aux questions d'ordre juridique augmente avec la taille de l'entreprise : 19 % des petites entreprises, 37 % des moyennes et 51 % des grandes ont mentionné qu'elles pourraient être poursuivies en raison de problèmes liés au passage à l'an 2000. Deuxièmement, l'enquête a révélé que seulement 28 % des entreprises ont pris des mesures en vue de vérifier l'état de préparation de leurs fournisseurs, de leurs clients ou de leurs fournisseurs de services. Plus du tiers des grandes entreprises, près des deux tiers des moyennes et les trois quarts des petites n'avaient pas pris de telles mesures en mai.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jamie Brunet au (613) 951-6684 (courrier électronique : brunjam@statcan.ca), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

Programmeur en informatique : une profession citadine

Les emplois de programmeurs en informatique se concentrent principalement dans les régions métropolitaines — particulièrement celles d'Ottawa-Hull, de Toronto, de Montréal, et de Vancouver — où l'on dénombrait 171 000 des 267 000 nouveaux emplois en 1997. La région d'Ottawa-Hull avait la plus forte concentration d'informaticiens, lesquels représentaient plus de 5 % de toutes les personnes actives de la région. De 1992 à 1997, l'Ontario a créé le plus d'emplois (+ 58 000), en hausse de 90 %. À 155 %, la Colombie-Britannique a connu, quant à elle, la croissance la plus rapide.

Le nombre de programmeurs en informatique et d'analystes de systèmes autonomes a presque triplé au cours de la période à l'étude, passant de 17 000 en 1992 à 58 000 en 1997. Ces 41 000 nouveaux emplois ont contribué à un peu moins du tiers de la croissance au sein de la profession. (En 1997, 4 programmeurs et analystes sur 10 étaient âgés de 25 à 34 ans et 31 % d'entre eux travaillaient pour des entreprises de 500 employés et plus.)

De 1992 à 1997, le nombre d'emplois de programmeurs en informatique et d'analystes de systèmes a presque doublé, passant de 139 000 à 267 000, ce qui représente une croissance de 92 %. Cette hausse est survenue dans le contexte d'une croissance globale de l'emploi de 9 %. En 1997, le taux de chômage des programmeurs en informatique était d'environ 3 %, un taux jamais vu à l'échelle nationale depuis le milieu des années 1960.

Note aux lecteurs

Le présent article est basé sur une nouvelle étude intitulée « Programmeurs : un marché en plein essor » qui a paru dans le numéro d'été 1998 de L'emploi et le revenu en perspective. La majorité des données de cette étude proviennent de l'Enquête sur la population active.

On attribue l'expansion de ce marché en partie à la croissance rapide du réseau Internet et des réseaux de communication internes (intranets) des grandes organisations. Les programmeurs ont également trouvé de l'emploi en s'attaquant au problème de l'an 2000. Près de 70 % des 128 000 emplois de programmeurs créés entre 1992 et 1997 se trouvaient dans le secteur des services aux entreprises, ce qui vient appuyer la perception qu'on assiste à une montée de la sous-traitance.

La majeure partie de la croissance de l'emploi a eu lieu chez les travailleurs suffisamment âgés pour avoir déjà acquis une expérience professionnelle. En 1997, seulement 20 % des nouvelles recrues (occupant un emploi depuis un an ou moins) étaient âgées de moins de 25 ans. Les programmeurs âgés de 45 ans et plus ont connu la croissance d'emploi la plus forte au cours de la période de cinq ans. Elle était de 131 %, comparativement à 66 % pour le groupe des 25 à 34 ans. La plupart des nouveaux emplois pour les 45 ans et plus proviendraient des mutations de travailleurs d'autres catégories professionnelles au sein des entreprises.

(suite à la page 4)

... Programmeur en informatique : une profession citadine

Contrairement à l'image qu'on se fait d'eux, les programmeurs ne sont pas des bourreaux de travail. La croissance du marché de l'emploi des programmeurs n'a pas engendré des semaines de travail plus longues. En moyenne, les programmeurs ont travaillé 38,8 heures par semaine en 1997, c'est-à-dire environ 1 heure de moins qu'en 1992. En outre, ils n'étaient pas plus susceptibles que d'autres d'effectuer des heures supplémentaires ou d'occuper un deuxième emploi. À la fin de 1997, les programmeurs en informatique et les analystes de systèmes gagnaient en moyenne

environ 300 \$ de plus par semaine que l'ensemble des travailleurs (843 \$ contre 577 \$). Les programmeurs travaillant pour de grandes entreprises gagnaient plus que ceux travaillant dans les petites. Les nouvelles recrues étaient plus susceptibles de travailler dans de petites entreprises.

*Pour plus de renseignements, consultez le numéro d'été 1998 de **L'emploi et le revenu en perspective** (75-001-XPF; 18 \$ / 58 \$) ou communiquez avec Dave Gower au (613) 951-4616 ou avec Marie-Paule Robert au (613) 951-4628, Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.*

Les Canadiens voyagent au pays et dépensent plus

Les dépenses des Canadiens sont redevenues la principale source de croissance des dépenses touristiques au Canada au premier trimestre de 1998, contrairement au dernier trimestre de 1997, où les dépenses des non-résidents avaient dominé. Les dépenses touristiques des Canadiens se sont accrues de 4,8 % par rapport au premier trimestre de 1997, atteignant 7,1 milliards de dollars. La catégorie des transports a enregistré la hausse des dépenses la plus marquée (+ 10 % au chapitre du transport aérien), qui est davantage attribuable aux prix plus élevés des billets qu'à un trafic de passagers plus intense.

Dans l'ensemble, les dépenses touristiques au Canada ont atteint 8,8 milliards de dollars au premier trimestre, en hausse de 4,4 % comparativement à la même période de l'année précédente. La faiblesse des dépenses des non-résidents a cependant contribué au ralentissement de la demande. Les dépenses de ces derniers ont augmenté modestement de 2,7 %, pour s'établir à 1,7 milliard de dollars. Il s'agit de la plus faible hausse d'une année à l'autre depuis le premier trimestre de 1993. Cependant, 1 dollar sur 5 ayant été dépensé en tourisme au pays provenait des 7,9 millions de non-résidents qui ont voyagé au Canada de janvier à mars.

Note aux lecteurs

À moins d'avis contraire, les données présentées ici ne sont pas désaisonnalisées et sont exprimées en prix courants.

La faiblesse persistante du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu pour conséquence que plus de Canadiens ont voyagé chez eux plutôt qu'aux États-Unis, ce qui s'est traduit par une hausse des dépenses de leur part. Les Canadiens ont effectué 9,8 millions de voyages aux États-Unis, un nombre inférieur de 14 % à celui de l'année précédente. Ce recul prolonge la tendance à la baisse commencée au troisième trimestre de 1996.

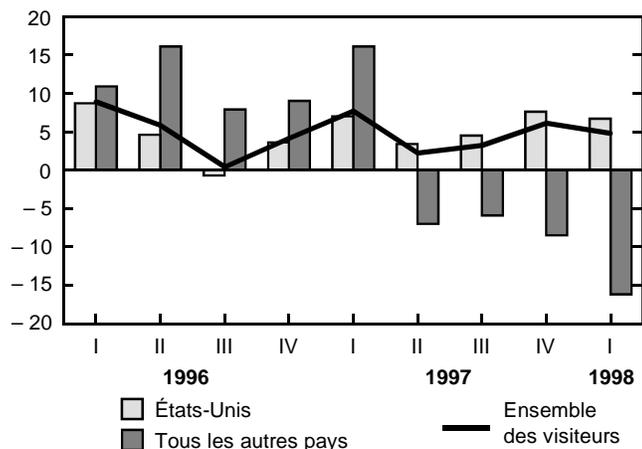
De leur côté, les Américains ont continué de profiter de la faiblesse du dollar. Ils ont effectué 5,6 millions de voyages d'un jour et 1,8 million de voyages d'une nuit ou plus au premier trimestre, en hausse respectivement de 7,0 % et de 5,7 % par rapport au même trimestre de 1997. Cette sixième augmentation trimestrielle d'affilée marque un retour à une situation où la croissance enregistrée pour les voyages d'un jour (moins coûteux) excède celle des voyages d'une nuit ou plus. Ces hausses ont toutefois été compensées en partie par une chute importante des voyages effectués par des visiteurs venant d'autres pays que les États-Unis. Particulièrement, le nombre de visiteurs venus de l'Asie-Pacifique a fléchi de 30 % par rapport à il y a un an.

Le tourisme a engendré 490 000 emplois au premier trimestre de 1998, ce qui représente une progression de 4,7 % par rapport à l'année précédente. La hausse était généralisée et particulièrement marquée dans la catégorie des transports (+ 9 %), surtout dans le transport aérien. La tendance à la hausse observée au cours des cinq derniers trimestres s'est maintenue puisque l'emploi s'est accru de 1,0 % par rapport au quatrième trimestre de 1997 (après correction pour tenir compte des fluctuations saisonnières et de l'inflation). À ce taux, l'emploi a augmenté plus rapidement dans le secteur du tourisme que dans l'ensemble du secteur des entreprises.

*Le numéro du premier trimestre de 1998 des **Indicateurs nationaux du tourisme** (13-009-XPB; gratuit) est maintenant disponible. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jacques Delisle au (613) 951-3796, Division des comptes de revenus et dépenses.*

Le nombre de visiteurs au Canada diminue

Variation annuelle en %, données non désaisonnalisées



La composante industrielle échappe à la baisse des projets de construction

La tendance à la hausse de la valeur totale des permis de construction s'est relâchée en mai pour un deuxième mois de suite. Les intentions de construction ont accusé un recul dans toutes les composantes à l'exception de la composante industrielle. Dans l'ensemble, les municipalités ont délivré pour 2,7 milliards de dollars de permis de construction, en baisse de 5,9 % par rapport à avril. Cependant, le nombre total de permis délivrés durant les cinq premiers mois de 1998 dépasse toujours de 13,2 % le niveau atteint au cours de la même période en 1997.

C'est le secteur résidentiel qui explique environ les trois quarts du recul de mai. Les municipalités ont délivré pour 1,4 milliard de dollars de permis de construction, ce qui représente un repli de 8,6 % en regard d'avril. Le gros du repli a été causé par une réduction de 18,6 % des intentions de construction de logements multifamiliaux, lesquelles se sont situées à 389 millions de dollars. Les intentions de construction des logements unifamiliaux ont fléchi de 4,1 %, pour se situer à 1,0 milliard de dollars.

La performance de l'ensemble du secteur résidentiel pour les cinq premiers mois de 1998 se compare favorablement à la période équivalente de 1997, n'ayant qu'un retard de 1,7 % à rattraper. Les résultats soutenus pour les logements multifamiliaux ont presque contrebalancé l'incidence négative du ralentissement des projets de construction de logements unifamiliaux.

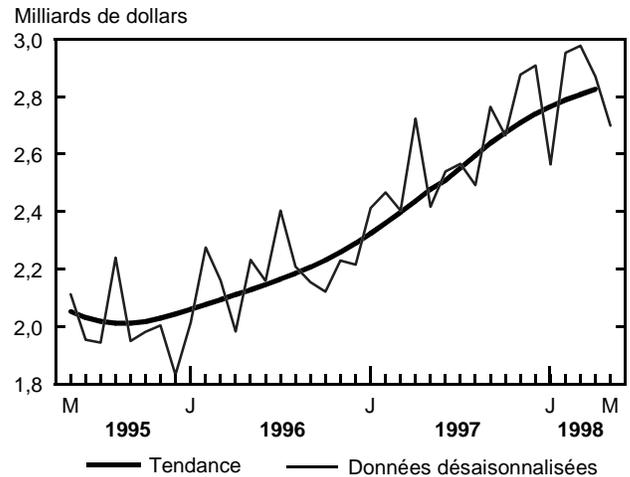
Dans le secteur non résidentiel, les intentions de construction ont diminué pour un troisième mois consécutif, se situant à 1,3 milliard de dollars. Il s'agit d'une baisse de 2,8 % par rapport à avril. La composante industrielle, qui s'est accrue pour un deuxième mois de suite, a été la seule à croître en mai (+ 10,3 %), atteignant 381 millions de dollars. Cette augmentation n'a cependant pas compensé l'important repli survenu dans la composante institutionnelle (- 14,7 %, à 266 millions de dollars) ni la baisse ayant eu lieu dans la composante commerciale (- 4,1 %, à 634 millions de dollars).

Malgré la baisse globale de mai, le secteur non résidentiel est demeuré vigoureux par rapport à 1997. La valeur totale des permis de construction pour la période allant de janvier à mai était supérieure de 37,6 % à celle de la période correspondante en 1997.

Note aux lecteurs

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Les résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le secteur de la construction. La valeur des intentions de construction ne comprend pas les travaux d'ingénierie (aqueducs, égouts, ouvrages de drainage, etc.) ni le terrain. Sauf avis contraire, les données sont désaisonnalisées.

Valeur des permis de construction



Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de mai 1998 de **Permis de bâtir** (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) paraîtra en juillet sur Internet. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courrier électronique : burejoa@statcan.ca). Pour obtenir des renseignements de nature analytique, communiquez avec Alain Paquet au (613) 951-2025 (courrier électronique : paquala@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Permis de bâtir¹, mai 1998

Données désaisonnalisées

| | Total | | Permis résidentiels | | Permis non résidentiels | |
|---------------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|
| | Millions de dollars | Variation mensuelle en % | Millions de dollars | Variation mensuelle en % | Millions de dollars | Variation mensuelle en % |
| Canada | 2 699,0 | - 5,9 | 1 418,0 | - 8,6 | 1 281,1 | - 2,8 |
| Terre-Neuve | 14,8 | - 5,3 | 9,3 | - 15,1 | 5,4 | 17,9 |
| Île-du-Prince-Édouard | 8,0 | - 23,3 | 4,3 | - 9,6 | 3,6 | - 35,2 |
| Nouvelle-Écosse | 60,8 | 50,1 | 32,8 | 65,6 | 28,0 | 35,3 |
| Nouveau-Brunswick | 32,6 | - 19,1 | 19,6 | - 4,7 | 13,0 | - 34,2 |
| Québec | 401,0 | - 8,1 | 203,0 | - 2,5 | 198,0 | - 13,2 |
| Ontario | 1 033,4 | - 15,7 | 644,8 | - 10,5 | 388,6 | - 23,0 |
| Manitoba | 180,0 | 74,0 | 25,2 | - 36,0 | 154,9 | 141,3 |
| Saskatchewan | 76,4 | 12,5 | 25,0 | 21,6 | 51,4 | 8,6 |
| Alberta | 488,1 | - 5,1 | 216,9 | - 9,0 | 271,2 | - 1,7 |
| Colombie-Britannique | 381,2 | - 7,0 | 229,2 | - 13,3 | 152,0 | 4,2 |
| Yukon | 5,1 | 116,2 | 1,0 | - 13,4 | 4,1 | 249,7 |
| Territoires du Nord-Ouest | 17,6 | 495,4 | 6,8 | 153,7 | 10,8 | 3 687,1 |

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. Certaines variations en pourcentage doivent être interprétées avec précaution en raison des petits nombres en cause.

La baisse à long terme de l'hospitalisation se poursuit

Le taux d'hospitalisation pour une nuit des Canadiens a atteint un creux sans précédent en 1995-1996, le taux de départs des hôpitaux ayant chuté pour une neuvième année d'affilée à son plus bas niveau depuis 1961. Le taux est descendu à 11 165 pour 100 000 habitants en 1995-1996 et était sensiblement inférieur au sommet de 16 802 obtenu en 1973. Cette diminution est conforme à la tendance à la baisse observée depuis le milieu des années 1970. De nos jours, le recours plus fréquent aux soins ambulatoires et à la chirurgie d'un jour, l'amélioration des techniques et des traitements médicaux ainsi que de nouveaux produits pharmaceutiques ont peut-être réduit le besoin de se faire hospitaliser ou de subir une intervention chirurgicale.

Sur les 3,3 millions de départs déclarés par les hôpitaux en 1995-1996, 14 % étaient associés à des grossesses et à des accouchements, 14 %, à des problèmes du système circulatoire (par exemple une cardiopathie), 11 %, à des problèmes du système digestif (hernies, ulcères, etc.) et 9 %, à l'asthme, à une pneumonie et à d'autres maladies respiratoires. Les cardiopathies représentaient le plus grand nombre de départs en 1995-1996 chez les hommes hospitalisés pour une nuit, alors que chez les femmes, il s'agissait des grossesses et des accouchements.

Départs d'hôpitaux, 1995-1996

| | 1995-1996 | 1994-1995 à 1995-1996 | 1995-1996 | 1994-1995 à 1995-1996 |
|---------------------------|------------------|-----------------------------|-------------------|-----------------------------|
| | Nombre | Variation en % | Taux ¹ | Variation en % |
| Canada | 3 320 789 | - 3,5 | 11 165 | - 4,7 |
| Terre-Neuve | 70 192 | 4,6 | 12 211 | 5,4 |
| Île-du-Prince-Édouard | 18 593 | - 9,7 | 13 633 | - 10,6 |
| Nouvelle-Écosse | 116 007 | - 3,7 | 12 334 | - 4,2 |
| Nouveau-Brunswick | 117 004 | - 0,8 | 15 383 | - 1,1 |
| Québec | 776 224 | - 4,4 | 10 548 | - 5,1 |
| Ontario | 1 185 434 | - 2,5 | 10 623 | - 4,0 |
| Manitoba | 143 741 | - 3,1 | 12 633 | - 3,7 |
| Saskatchewan | 159 293 | - 3,8 | 15 638 | - 4,3 |
| Alberta | 300 417 | - 8,5 | 10 874 | - 9,8 |
| Colombie-Britannique | 423 238 | - 2,3 | 11 151 | - 4,6 |
| Yukon | 2 843 | 10,3 | 9 192 | 5,5 |
| Territoires du Nord-Ouest | 7 803 | 0,9 | 11 825 | - 0,5 |

1. Les taux sont calculés en fonction de 100 000 habitants.

Source : Institut canadien d'information sur la santé.

Note aux lecteurs

Un **départ d'hôpital** désigne le congé ou le décès d'une personne hospitalisée (personne admise dans un hôpital). Même si les données sur les départs décrivent et mesurent l'évolution dans le temps du nombre de cas et de la charge de travail dans les hôpitaux, elles n'indiquent pas le nombre de personnes faisant appel aux services d'un hôpital. Les données excluent les nouveau-nés ainsi que les patients traités en clinique externe, par exemple dans les services des urgences ou dans le cadre de programmes de chirurgie d'un jour. Le **taux de départs des hôpitaux** constitue une mesure de l'utilisation des hôpitaux et représente le nombre de départs d'hôpitaux et de décès pour 100 000 habitants.

Les malades passent beaucoup moins de temps à l'hôpital. En 1995-1996, un malade était hospitalisé en moyenne 10,7 jours, soit environ 1 jour de moins qu'il y a une décennie. Les 3,3 millions de départs d'hôpitaux en 1995-1996 équivalaient à 35,5 millions de jours-patients, un recul de 5 % par rapport à l'année précédente et de 17 % par rapport à il y a une décennie. Ce recul tient en partie au fait que de nombreux services (qui, par le passé, nécessitaient une hospitalisation) sont de plus en plus offerts en clinique externe. Dans d'autres cas, les procédés les moins effrayants possibles sont utilisés, et les malades obtiennent leur congé peu de temps après l'admission. Les personnes âgées ont représenté 60 % ou 21,3 millions de journées d'hospitalisation en 1995-1996, même si elles ne constituaient que 12 % de la population cette année-là.

La réduction des taux de départs d'hôpitaux, de la durée du séjour et du nombre de jours-patients s'est accompagnée d'une réduction du nombre de malades subissant une intervention chirurgicale pendant leur hospitalisation. En 1995-1996, le nombre de départs associés à une chirurgie se situait à 1,9 million, soit 5 % de moins qu'en 1994-1995 et 16 % de moins qu'il y a une décennie. Tout juste un peu plus de la moitié du nombre total des départs était associé à une chirurgie. En raison des interventions obstétricales, les femmes étaient beaucoup plus susceptibles que les hommes de subir une intervention chirurgicale (62 % contre 38 %).

Les données de 1995-1996 sur les départs d'hôpitaux ont été recueillies par l'Institut canadien d'information sur la santé. Pour plus de renseignements sur ces données, communiquez avec Sherry Kennedy au (416) 429-0477, poste 3532 (télécopieur : (416) 429-1953), Institut canadien d'information sur la santé. Pour plus de renseignements sur les tendances des départs d'hôpitaux, communiquez avec Peter Morrison au (613) 951-1637, Division des statistiques sur la santé.

L'Indice de l'offre d'emploi ne varie pas

De mai à juin, l'Indice de l'offre d'emploi est demeuré le même. Depuis mars 1996, l'indice s'est accru d'environ 46 %, atteignant son niveau le plus élevé depuis octobre 1990. Les mouvements récents reflètent la croissance enregistrée par d'autres indicateurs économiques, surtout la croissance de l'emploi.

L'indice, qui est un indicateur de l'intention des employeurs d'embaucher des nouveaux travailleurs, est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines.

Données stockées dans CANSIM : matrice 105 (niveaux 8 à 10).

Pour plus de renseignements, communiquez avec Gilles Groleau ou avec Michael Scrim au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courrier électronique : labour@statcan), Division du travail.

Indice de l'offre d'emploi, juin 1998 (1996 = 100), données désaisonnalisées

| | Indice | Variation mensuelle en % | Variation annuelle en % |
|-----------------------|------------|--------------------------|-------------------------|
| Canada | 143 | 0,0 | 16,3 |
| Terre-Neuve | 143 | -2,7 | 17,2 |
| Île-du-Prince-Édouard | 134 | -3,6 | 3,9 |
| Nouvelle-Écosse | 138 | 1,5 | 14,0 |
| Nouveau-Brunswick | 147 | 0,7 | 13,1 |
| Québec | 142 | 0,7 | 27,9 |
| Ontario | 146 | 0,7 | 15,9 |
| Manitoba | 159 | 0,0 | 19,5 |
| Saskatchewan | 141 | 0,0 | 9,3 |
| Alberta | 153 | -0,6 | 4,1 |
| Colombie-Britannique | 122 | 1,7 | 3,4 |

Nouveautés de Statistique Canada

Enquête mensuelle sur les détaillants majeurs

Janvier 1997 à avril 1998

Les données tirées de la nouvelle Enquête mensuelle sur les détaillants majeurs ont été diffusées récemment pour la première fois. Cette nouvelle enquête fournit une ventilation à l'échelle nationale des ventes selon les marchandises, pour un groupe d'environ 80 détaillants majeurs. Ces derniers, qui ont été sélectionnés en fonction du niveau de leurs ventes, représentent un peu plus du tiers (36 %) du total annuel des ventes du commerce de détail, à l'exclusion de celles de véhicules automobiles et de véhicules récréatifs.

L'enquête vise les gros détaillants en alimentation et ceux des secteurs autres que l'alimentation. Les secteurs autres que l'alimentation comprennent entre autres d'importants détaillants en vêtements, en articles d'ameublement et en appareils électroniques, ainsi que les grands magasins. Chaque mois, l'enquête fournira des données sur les ventes de plus de 100 produits. Les données seront divisées, dans la mesure du possible, en trois catégories : données sur les magasins d'alimentation, données sur les grands magasins et données sur les autres détaillants.

Pour plus de renseignements sur l'enquête, sur les produits statistiques disponibles ou sur la liste des détaillants qui font partie de l'enquête, communiquez avec Serge Dumouchel au (613) 951-2210, Division de la statistique du commerce.

Estimations annuelles de l'emploi, des gains et de la durée du travail

1985 à 1997

La publication *Les estimations annuelles de l'emploi, des gains et de la durée du travail, 1985-1997* est maintenant disponible en format électronique. Le logiciel Adobe Acrobat a été utilisé pour produire le document, le rendant facile à télécharger et à utiliser.

Vous pourrez consulter plus facilement les estimations de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Vous aurez aussi la possibilité de visualiser l'information à l'écran, d'imprimer au besoin, d'importer des données dans le chiffrier de votre choix ou de télécharger la publication à partir d'Internet.

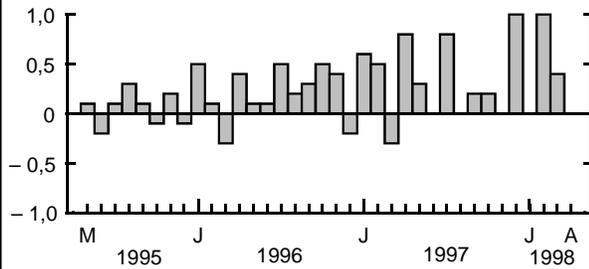
La publication comprend des tableaux de données pour plus de 280 secteurs d'activité nationaux et provinciaux. On y retrouve différentes variables comme l'emploi, la rémunération hebdomadaire et horaire moyenne, les heures hebdomadaires moyennes ainsi que la rémunération brute. De plus, le supplément de l'Indice de l'offre d'emploi (1981 à 1997) est inclus dans la publication.

Les estimations annuelles de l'emploi, des gains et de la durée du travail, 1984-1997 (disquette : 72F0002XDB, 120 \$; version Internet : 72F0002XIB, 113 \$; disquette et papier : 10-3000XKB, 150 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements ou pour commander, communiquez avec la Section des services aux clients au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courrier électronique : labour@statcan.ca ou order@statcan.ca), Division du travail.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

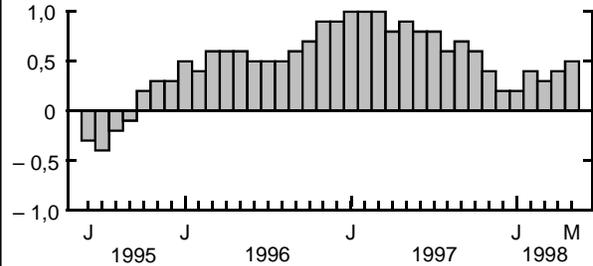
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut réel au coût des facteurs a très légèrement diminué de mars à avril.

Indice composite

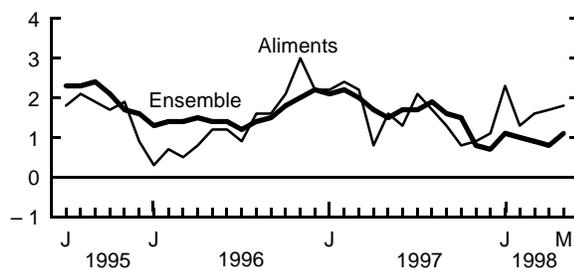
Variation mensuelle en %



L'indice composite s'est accru de 0,5 % en mai.

Indice des prix à la consommation

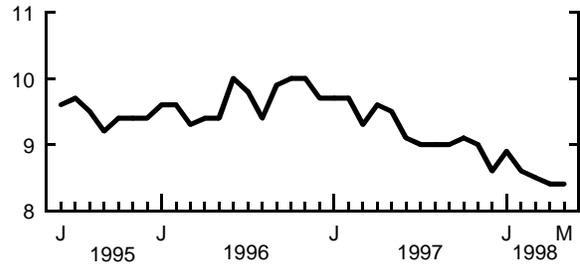
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,1 % de plus pour l'achat de biens et de services en mai 1998, comparativement à l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,8 %.

Taux de chômage

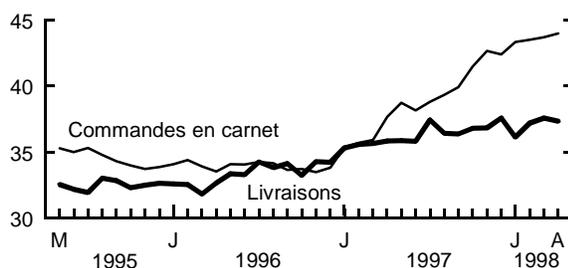
%



En mai, le taux de chômage est demeuré stable à 8,4 %.

Fabrication

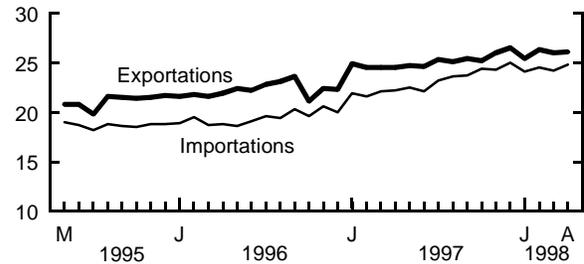
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont fléchi de 0,6 % en avril pour s'établir à 37,3 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a monté de 0,7 % pour atteindre presque 44 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En avril, les exportations de marchandises ont légèrement augmenté de 0,1 % par rapport à mars, pour s'inscrire à 26,1 milliards de dollars. Les importations se sont accrues de 2,6 %, pour s'établir à 24,8 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques mensuelles

| | Période | Niveau | Variation (période précédente) | Variation (année précédente) |
|---|-------------------------------|--------|--------------------------------------|------------------------------------|
| GÉNÉRAL | | | | |
| Produit intérieur brut (milliards de dollars, 1992) | avril | 711,9 | 0,0 % | 3,5 % |
| Indice composite (1981 = 100) | mai | 205,8 | 0,5 % | 6,1 % |
| Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars) | 1 ^{er} trim. de 1998 | 27,3 | - 6,0 % | 2,6 % |
| Taux d'utilisation de la capacité (%) | 1 ^{er} trim. de 1998 | 86,0 | 0,3 † | 2,6 † |
| DEMANDE INTÉRIEURE | | | | |
| Ventes au détail (milliards de dollars) | avril | 20,6 | 1,0 % | 5,7 % |
| Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités) | avril | 124,8 | 5,9 % | 10,8 % |
| EMPLOI | | | | |
| Personnes occupées (millions) | mai | 14,3 | - 0,1 % | 2,8 % |
| Taux de chômage (%) | mai | 8,4 | 0,0 † | - 1,0 † |
| Taux d'activité (%) | mai | 65,1 | 0,0 † | 0,2 † |
| Revenu du travail (milliards de dollars) | avril* | 38,5 | 0,5 % | 4,2 % |
| Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars) | avril | 609,49 | 0,4 % | 1,6 % |
| COMMERCE INTERNATIONAL | | | | |
| Exportations de marchandises (milliards de dollars) | avril | 26,1 | 0,1 % | 6,4 % |
| Importations de marchandises (milliards de dollars) | avril | 24,8 | 2,6 % | 11,7 % |
| Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars) | avril | 1,3 | - 0,5 | - 1,0 |
| FABRICATION | | | | |
| Livraisons (milliards de dollars) | avril | 37,3 | - 0,6 % | 4,2 % |
| Nouvelles commandes (milliards de dollars) | avril | 37,6 | - 0,3 % | 0,2 % |
| Commandes en carnet (milliards de dollars) | avril | 44,0 | 0,7 % | 16,8 % |
| Ratio des stocks aux livraisons | avril | 1,29 | 0,01 | 0,00 |
| PRIX | | | | |
| Indice des prix à la consommation (1992 = 100) | mai | 108,7 | 0,4 % | 1,1 % |
| Indice des prix des produits industriels (1992 = 100) | mai | 119,0 | 0,0 % | - 0,8 % |
| Indice des prix des matières brutes (1992 = 100) | mai | 110,7 | - 0,7 % | - 15,1 % |
| Indice des prix des logements neufs (1992 = 100) | mars | 99,9 | 0,1 % | 1,0 % |

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef de la Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;
prevcha@statcan.ca.

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 4 \$ l'exemplaire, 145 \$ par
année; à l'extérieur du Canada : 4 \$ US l'exemplaire, 145 \$ US par année. Les
prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations
et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale,
Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada
et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1998. Tous droits réservés. Il est interdit de
reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque
forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique,
reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de
l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite
préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing,
Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de
l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper
for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 3 au 9 juillet 1998

| Division / Titre de la publication | Période | Numéro au catalogue | Prix : Numéro / Abonnement | |
|--|-------------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------------------------|
| | | | Canada (\$ CAN) | À l'extérieur du Canada (\$ US) |
| AGRICULTURE | | | | |
| La revue des céréales et des graines oléagineuses | avril 1998 | 22-007-XPB | 15 / 149 | 15 / 149 |
| Statistiques économiques agricoles | juin 1998 | 21-603-UPF | 26 / 52 | 26 / 52 |
| BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS | | | | |
| Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières | avril 1998 | 67-002-XPB | 18 / 176 | 18 / 176 |
| DÉMOGRAPHIE | | | | |
| Statistiques démographiques trimestrielles | 1 ^{er} trim. de 1998 | | | |
| Internet | | 91-002-XIB | 8 / 25 | 8 / 25 |
| Papier | | 91-002-XPB | 10 / 33 | 10 / 33 |
| FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE | | | | |
| Ciment | mai 1998 | 44-001-XPB | 7 / 62 | 7 / 62 |
| Papier-toiture asphalté | mai 1998 | 45-001-XPB | 7 / 62 | 7 / 62 |
| Production et disposition des produits du tabac | mai 1998 | 32-022-XPB | 7 / 62 | 7 / 62 |
| Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier | mai 1998 | 41-011-XPB | 7 / 62 | 7 / 62 |
| Statistiques de l'énergie électrique | avril 1998 | 57-001-XPB | 12 / 114 | 12 / 114 |
| Statistiques du charbon et du coke | avril 1998 | 45-002-XPB | 12 / 114 | 12 / 114 |
| TRANSPORTS | | | | |
| Chargements ferroviaires | mai 1998 | 52-001-XPB | 11 / 103 | 11 / 103 |
| Le transport ferroviaire au Canada | 1996 | 52-216-XPB | 52 | 52 |
| TRAVAIL | | | | |
| Les estimations annuelles de l'emploi, des gains et de la durée du travail | 1985 à 1997 | | | |
| Disquette | | 72F0002XDB | 120 | 120 |
| Disquette et papier | | 10-3000XKB | 150 | 150 |
| Internet | | 72F0002XIB | 113 | 113 |

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version papier; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 800 889-9734**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.